

"Nous professons la *liberté de penser*," c'est-à-dire le droit de rejeter Jésus-Christ et son Evangile hautement, solennellement, pour toujours, à la face du ciel et de la terre. "Les Etats-Unis ne peuvent être chrétiens, ni dans le présent ni dans l'avenir, ni dans les circonstances actuelles, ni dans des circonstances quelconques. Ils se dressent fièrement au milieu des peuples, ils s'avancent avec confiance vers l'avenir, dans la majesté et dans la force de leur neutralité religieuse, dans la souveraineté de leur raison émancipée. Ils convient toutes les nations à rejeter comme eux les langages de leurs préjugés religieux. Ils invitent avant tout leurs citoyens à prendre dans la constitution l'idéal qui doit peu à peu réformer leur esprit et leur vie. Ils sont les disciples et les apôtres de la raison pure, au milieu de l'univers qui les contemple, les chefs de la grande émancipation humanitaire." Voilà le grand titre de gloire des Etats-Unis ; voilà pourquoi ils se regardent comme les modèles de tous les Etats, en possession de l'idéal qui sera réalisé un jour par tous les autres.

Ceux qui raisonnent ainsi tiennent à l'*apostasie publique*, au *naturalisme social*, au *naturalisme de l'Etat* en vertu des principes mêmes du rationalisme.

D'autres ne vont pas si loin. Ils ne nient pas que Jésus-Christ soit l'Envoyé de Dieu et soit Dieu ; mais ils prétendent que son Evangile est obligatoire pour l'individu et pour la famille, nullement pour l'Etat. Selon eux, la conscience individuelle et la société domestique ont l'obligation de croire ce que le Sauveur a enseigné et de faire ce qu'il a commandé ; mais l'Etat n'a d'autre obligation que celle d'admettre les vérités de la morale et de la religion naturelles. L'individu et la famille ont le devoir d'être chrétiens ; mais l'Etat a le droit d'être rationaliste.

Ce système nous est connu. Nous l'avons rencontré dans Cavour et dans Montalembert sous la formule de *l'Eglise libre dans l'Etat libre*, dans M. Laurier sous celle de *liberté politique*. La même erreur est adoptée par ces *américanisants* dont nous parlons : Jésus-Christ est l'Envoyé de Dieu et est Dieu ; mais ses enseignements et ses lois ne sont obligatoires que pour l'humanité prise dans les individus ou les familles ; ils ne le sont point pour l'humanité prise dans les sociétés civiles ou les Etats. L'Evangile est la loi du salut ; mais cette loi atteint seulement les particuliers et les pères de famille, elle ne s'impose pas aux chefs politiques.

En un mot, quoique Jésus-Christ soit Dieu et l'Envoyé de Dieu, le *naturalisme* demeure la condition *légitime, normale et idéale* de l'Etat. La société civile *peut et doit* demeurer *étrangère* à tout culte positif, *neutre* entre les religions diverses, *indifférente*

aux
neu
prog
pro
neu
la co

mém
mier
l'obl
est l
relig
de l'
Ceux
raison
seule
me o
Etats
et plu
à la m

L'an

Il
nistes
scolain
pour
vouloir
sollicit
Unis l'
l'école
l'instit
comme
sans se
forme
sémina
naît da
terméd